

MAROC

Transfuges du Polisario

Le 13 juin, quatre transfuges du front Polisario, dont un âgé de 70 ans, ont regagné le Maroc, après dix années de séquestration à Tindouf (Sud algérien) a indiqué le 13 juin l'agence marocaine de presse. Selon la MAP, ces transfuges ont "stigmatisé le traitement qui leur a été infligé depuis le jour où ils ont été conduits de force jusqu'à Tindouf" et ont "attiré l'attention de l'opinion publique internationale sur le sort précaire des otages retenus dans le Sud algérien et présentés comme étant des réfugiés saharouis". L'un d'entre eux, selon la MAP, a déclaré avoir été enlevé en 1975 à El Ayoun par des hommes armés et masqués et avoir été conduit jusqu'à Alger "où une entrevue lui a été organisée avec l'ancien président Houari Boumedienne". Lors de cette entrevue, le président Boumedienne, selon le récit rapporté par la MAP, avait "promis une aide militaire et notamment la construction d'un aéroport militaire à Tifariti, au Sud-Est du Sahara occidental, près de la frontière mauritanienne, devant servir de base d'opération dans une guerre décisive contre le Maroc au Sahara occidental".

● Le 13 juin, l'émir Abdallah Ben Abdel Aziz, prince héritier d'Arabie Saoudite, est arrivé à Casablanca pour une visite privée. L'émir qui est également vice-président du conseil des ministres et commandant de la garde nationale saoudienne a été accueilli par le prince héritier Sidi Mohamed et par plusieurs membres du gouvernement.

● Le 16 juin, le prince héritier et commandant adjoint des forces armées de l'Etat des Emirats arabes unis (EEAU), Cheikh Khalifa Ben Zayed, est arrivé à Rabat pour une visite officielle de quatre jours. Cheikh Khalifa a émis l'espoir de voir cette visite, qu'il effectue à l'invitation du roi Hassan II, "constituer un nouveau jalon pour développer davantage les relations de coopération entre les deux pays dans le cadre du renforcement de l'action arabe commune".

● Le 17 juin, le prince héritier et commandant-adjoint des forces armées de l'Etat des Emirats arabes unis (EEAU), Cheikh Khalifa Ben Zayed, a été reçu à Rabat par le roi Hassan II. A l'issue de l'audience, le roi a décoré Cheikh Khalifa du Wissam Al Mohamedi de première catégorie, et le colonel Mohamed Ben Zayed, commandant de l'armée de l'air des Emirats, du grand Cordon du Wissam du Trône.

Cheikh Khalifa était arrivé le 16 à Rabat pour une visite officielle de quatre jours à la tête d'une importante délégation composée de hautes personnalités civiles et militaire de son pays.

● Le 23 juin, des manoeuvres conjointes des forces aériennes espagnoles et marocaines ont commencé au dessus de la zone du détroit de Gibraltar. Ces opérations portaient le nom de code Atlas-86. Ce sont les troisièmes du genre et du nom depuis 1984. Elles avaient pour thème, cette fois-ci, l'interception, à partir des rives nord et sud du détroit, d'une attaque

aérienne provenant de la Méditerranée et devaient se poursuivre jusqu'au 25 juin. Les appareils mis en oeuvre étant des chasseurs F-5 et des Mirage-III et F1 des armées de l'air des deux pays.



Mirage F1 des forces aériennes marocaines

● Cheikh Khalifa Ibn Zayed Ibn Soltane Al Nahyane, prince héritier d'Abou Dhabi et commandant-adjoint des forces armées des Emirats arabes unis, en visite officielle, a effectué une tournée qui l'a mené à la deuxième base aérienne, à l'académie royale militaire et au lycée militaire de Meknès.

● Les forces royales offrent une carrière de sous-officiers aux élèves ayant suivi la 6^{ème} année secondaire.

● Les forces royales devaient organiser les 26 et 27 juin 1986 à la base-école des forces royales de Marrakech, un concours pour le recrutement d'élèves-aspirants pilotes masculins.

Visite à El Ayoun

Une importante délégation de journalistes étrangers composée de nombreux correspondants d'agences de presse, de quotidiens et de média arabes, africains et internationaux est venue en la ville d'El Ayoun où elle a visité le jour même plusieurs réalisations et installations économiques, sociales et urbaines accomplies ou en cours de réalisation dans la province, dont en particulier un nouvel ensemble d'habitat comptant plus de 500 logements distribués gratuitement aux habitants.

La délégation a également visité les installations de Phos-Bou Craa où elle s'est rendu compte de la marche des travaux pour le traitement des phosphates et des chantiers en cours au nouveau port d'El Ayoun. Elle a de même visité le palais des congrès à El Ayoun et l'hôpital Moulay Hassan Ben Mehdi, inauguré lors de la dernière visite royale, qui compte 500 lits et dispose d'équipements modernes. Le port dont la première tranche est achevée constitue une des grandes réalisations économiques dans la région.

D'autre part, la délégation a effectué une tournée dans la région de Guelta Zemmour où elle a visité le Mur défensif érigé par les forces armées royales tout au long de la frontière du Sud. La délégation s'est rendu compte sur place du moral élevé des membres des FAR et du climat de sécurité et de stabilité qui règne dans ces provinces du Sud. Le commandant de la place de Guelta Zemmour, le co-

lonel Tigi Haddou, a fourni aux journalistes les explications nécessaires sur le Mur de sécurité et les objectifs de cet ouvrage militaire qui constitue un rempart infranchissable face aux agressions. Le colonel a indiqué que le

Mur en question pouvait être au besoin modifié conformément aux exigences de sécurité et de mobilité des unités des forces armées royales.

● Le prince héritier Sidi Mohamed, coordonnateur des bureaux et services de l'état-major général des forces armées royales, accompagné du prince Moulay Rachid, a présidé à la base de la 1^{ère} brigade de parachutistes la cérémonie d'ouverture du 18^{ème} championnat du monde de parachutisme.

● Une délégation d'officiers instructeurs et d'élèves-officiers de la 2^{ème} année de l'école militaire française de Saint-Cyr conduite par le général de Bellecombe, commandant des écoles de Saint-Cyr et de Coëtquidan, a visité l'académie royale militaire de Meknès (ARM). Après la cérémonie d'accueil, le général Abdenbi Bretel, directeur de l'ARM de Meknès et son hôte, le général de Bellecombe, ainsi que les officiers instructeurs et les élèves-officiers français et marocains ont suivi un exposé illustré par des projections de diapositives sur l'histoire de l'ARM, sa structuration et la formation qu'elle dispense dans le domaine de l'enseignement et de l'instruction militaires qui visent le développement des capacités culturelles et intellectuelles des officiers ainsi que leur formation physique. Auparavant, le général Bretel avait exprimé dans une allocution de bienvenue sa joie d'accueillir la délégation de Saint-Cyr dont la visite témoigne de l'amitié privilégiée existant entre les deux pays. Il a également souhaité que ce voyage d'étude au Maroc permette aux membres de la délégation française de bien connaître les coutumes et les traditions du Maroc.

Dans la soirée, l'enceinte de l'académie a été le théâtre de plusieurs exercices militaires dont une prise d'armes conjointe des élèves de deux écoles, un défilé conjoint et des mouvements d'ensemble en armes exécutés par les élèves-officiers de l'ARM.

S'adressant par la suite aux élèves des pays amis poursuivant une formation à l'ARM (Bénin, Comores, Congo, Côte-d'Ivoire, Gabon, Guinée, Mauritanie, Niger, Qatar, Sénégal,

Tchad, Togo et Vénézuéla), le général Bretel a estimé que leur présence visait aussi "à promouvoir les liens de coopération existant entre leurs pays respectifs et le Maroc". Par ailleurs, le général a décoré du cordon alaouite de l'ordre d'Officier, au nom du roi Hassan II, trois officiers français ayant servi au titre de la coopération technique à l'ARM.

● Le 26 juin, une délégation du Parlement andin, en visite, s'est rendue au Sahara occidental où elle a notamment visité les villes d'El Ayoun et Guelta Zemmour ainsi que le Mur érigé par l'armée dans cette dernière région.

● Le prince héritier Sidi Mohamed devait visiter le 27 juin l'académie militaire de Saragosse, à l'occasion de son voyage en Espagne.

● Le prince héritier Sidi Mohamed a présidé à Kénitra la cérémonie de sortie de la nouvelle promotion de l'école d'état-major des FAR. Cette promotion comptait 20 lauréats de différents grades, dont un Français, un Américain et deux Sénégalais. Avant la distribution des prix aux lauréats, le général Abdelkader Loubaris, directeur de l'école, a prononcé une allocution.

● Le 21 juillet, le Premier ministre israélien est venu conférer avec le roi.

La situation économique

La situation économique du Maroc en 1985 et les perspectives pour 1986 sont évaluées avec optimisme par le rapport annuel de la banque du Maroc, publié à Rabat, qui relève en revanche que le déficit du trésor public reste élevé. Le rapport note que, si en 1985 le secteur économique a atteint les objectifs qui lui étaient assignés, le secteur financier "a encore montré des faiblesses". C'est ainsi que le déficit du Trésor, bien qu'inférieur de 11 % à celui de 1984, s'est cependant établi à 9,9 milliards de dh (7,6 milliards de FF). Les besoins de financement du Trésor ont ainsi nécessité des "recours importants à l'endettement extérieur et des appels aux moyens monétaires dans des proportions qui n'étaient nullement désirées", indique le rapport.

En revanche, la production intérieure brute (PIB) a enregistré une croissance jamais atteinte depuis 1979, avec un taux de 4,3 %, soit le double de celle de 1984. Cette expansion a notamment été stimulée par l'agriculture, à hauteur de 30 %, et la branche des administrations publiques. Pour sa part, le produit national brut (PNB) a connu une expansion de 13,8 % contre 11,2 % en 1984. Le rapport souligne enfin que la réunion exceptionnelle de nombreux facteurs économiques bénéfiques (chute du pétrole, baisse des taux d'intérêt et excellente année agricole notamment) "n'autorise pas le relâchement des efforts, le Maroc n'ayant pas encore recouvré totalement la santé économique... Certes, il (le Maroc) peut s'enorgueillir d'avoir réussi à instaurer une stabilité raisonnable des prix et d'enregistrer à nouveau une croissance significative. Toutefois, la propension à consommer demeure prédominante, le niveau de l'épargne insuffisant et celui de l'em-

ploi n'a pas connu d'amélioration ; le déficit de la balance des paiements et surtout celui du Trésor restent élevés".

Affrontements à Méllilla

Le 23 juin, deux personnes ont été blessées et plusieurs autres interpellées à Méllilla lors d'affrontements entre manifestants appartenant à l'Union du peuple de Méllilla, parti des nationalistes de souche espagnole, et des forces de la police nationale envoyées sur place après les incidents survenus les 19 et 20. Les incidents de la semaine précédente, dans cette ville espagnole de la côte nord du Maroc, avaient poussé l'Union des commerçants espagnols à se mettre en grève et avaient amené la convocation d'une manifestation le 23 devant l'hôtel du délégué gouvernemental, accusé de ne pas assurer la protection de la population espagnole. La manifestation a été interdite, mais plusieurs centaines de personnes se sont cependant rendues devant l'hôtel du gouvernement pour manifester leur hostilité à la politique officielle. Elles se sont heurtées à un fort service d'ordre prélevé sur les 750 policiers nationaux basés à Méllilla, renforcés par une unité dépêchée de la péninsule. Devant la résistance des manifestants qui refusaient de se disperser et lançaient des pierres, les policiers ont utilisé leurs équipements anti-émeute. Deux personnes ont été blessées et plusieurs autres ont été interpellées.

Les membres de l'Union du peuple de Méllilla sont nationalistes et refusent d'admettre comme concitoyens dans leur communauté les résidents musulmans. Le 19, à la faveur de la liesse provoquée par la victoire de l'Espagne en huitième de finale du championnat du monde de football, des groupes de jeunes nationalistes espagnols étaient allés lancer des menaces de mort et des insultes au leader des Musulmans, M. Omar Mohamed Dudu. En riposte, quelques centaines de jeunes Musulmans munis de couteaux et de matraques étaient survenus, prêts à se battre. La police nationale avait réagi tardivement en se bornant à séparer les deux groupes, mais sans recevoir l'ordre de charger les Musulmans comme l'auraient souhaité les Chrétiens. L'incident avait coûté son poste au directeur de la police, rappelé à Madrid le lendemain.

La tension s'était aggravée le 21, veille des élections législatives en Espagne, du fait de la décision de la communauté musulmane de procéder à sa propre consultation populaire pour désigner ses représentants. Plus de douze mille Musulmans avaient afflué à la grande mosquée pour voter, élisant avec 100 % des voix le seul candidat en lice, M. Dudu. Ces incidents ont eu essentiellement pour origine la tension provoquée depuis le début de l'année par la promulgation à Madrid d'une loi réglementant la résidence des étrangers en Espagne. Originaires du Maroc, les Musulmans de Méllilla, qui sont au nombre de 27 000, se sentent particulièrement visés. Parmi eux 7 000 seulement ont obtenu la nationalité espagnole. Les autres sont considérés comme apatrides, car leurs familles sont installées dans l'enclave depuis plusieurs généra-

tions, mais ils n'ont jamais pu obtenir la nationalité espagnole qu'ils revendiquent aujourd'hui.

RASD

Attaque contre le Mur

Les combattants du front Polisario ont attaqué dans la nuit du 18 au 19 juin le dispositif de défense marocain situé à 35 km au Sud de Farsia, au Nord-Est du Sahara occidental, faisant de nombreux morts et blessés dans les rangs marocains, a annoncé un communiqué sahraoui publié à Alger et résumé par l'AFP. Ce communiqué ajoutait qu'un lot important de matériel de guerre avait été détruit et que l'explosion de mines placées par les combattants sahraouis derrière le Mur de défense marocain avait provoqué les 18 et 22 juin la destruction de deux véhicules dans la région de Rous Diret.

● L'APS, agence algérienne, a publié le 11 juin le témoignage d'un soldat marocain, Mohamed Chihab, 25 ans, originaire de la région de Fès (Maroc), capturé le 5 par les combattants sahraouis lors d'une attaque menée dans la région de Bir Enzaran, dans le centre-Sud du Sahara occidental. Selon l'APS, ce soldat, blessé par balle à l'épaule droite, a confirmé la mort de deux lieutenants-colonels marocains, tués par des explosions de mines le 18 avril dernier dans la région de Guelta Zemmour, près de la frontière nord-est de la Mauritanie. Il a aussi fait état de désertions de soldats marocains qui tentaient de rejoindre le Polisario. "Un grand nombre de soldats veulent se suicider, se rendre si l'occasion se présente", a-t-il dit.

● Le front Polisario a annoncé le 15 juin, que ses combattants avaient occupé deux bases marocaines dans la région d'Oum Dreiga, dans la partie centrale du Sahara occidental, faisant 25 morts et autant de blessés dans les rangs marocains.

● Le 16 juin, le front Polisario a annoncé à Alger que ses combattants avaient fait 32 morts et de nombreux blessés dans les rangs marocains et détruit une importante quantité de matériel militaire, lors de deux violentes attaques menées la semaine précédente contre les Murs de défense marocains. La première attaque a eu lieu dans les montagnes de l'Ouarkziz, dans le Sud du Maroc, et a permis aux combattants sahraouis de récupérer une grande quantité de munitions, des postes de transmissions et deux documents militaires importants. Deux bases marocaines et plusieurs véhicules ont été incendiés durant la seconde attaque, qui a eu lieu dans la région d'Emlili, dans le centre du Sahara occidental.

● La République Dominicaine a établi des relations diplomatiques avec la RASD, devenant ainsi le 18^{ème} Etat latino-américain à reconnaître l'indépendance de l'ancien Sahara espagnol.

● Le 18 juin, le front Polisario a annoncé à Alger que ses combattants avaient fait 8 morts dans les rangs marocains, lors d'une attaque menée contre une position marocaine située au Sud-Est de Farsia, dans le Nord du

Sahara occidental, le 11. Les combattants sahraouis ont récupéré un lance-roquettes, deux fusils et une importante quantité de munitions.

● Le parti social-démocrate ouest-allemand (SPD) souhaite que la CEE exerce sur le Maroc une pression économique, pour appuyer la cause de la RASD et du front Polisario dans le conflit du Sahara occidental, a expliqué un parlementaire européenne du SPD, au retour d'un voyage en Algérie, le 26 juin. Mme Barbara Simons a effectué à la demande de la direction du SPD un voyage de cinq jours dans les camps sahraouis de Tindouf dans le Sud algérien. Elle a rencontré à cette occasion le président de la RASD, Mohammed Abdelaziz. Mme Simons a également rencontré à Alger des responsables de la politique extérieure au sein du FLN. Elle a estimé que l'Europe avait "une responsabilité historique particulière dans le conflit de décolonisation du Sahara et qu'à ce titre, la CEE devait faire en sorte que cette guerre de dix ans s'achève". "Je ne souhaite pas", a-t-elle ajouté, "que la CEE prenne des sanctions économiques contre le Maroc. Mais je souhaite que la CEE monnaie l'aide qu'elle accorde à Rabat contre un règlement de la question sahraouie. Il faut faire comprendre au Maroc que nous, Européens, ne sommes pas prêts à financer la guerre qu'ils mènent au peuple sahraoui... Il est particulièrement navrant et décevant que les deux pays européens les plus responsables dans cette affaire, à savoir la France et l'Espagne, tous deux à direction socialiste, n'aient rien entrepris en ce sens".

Mme Simons a qualifié "d'hypocrisie la neutralité officielle de la CEE, qui soutien économiquement l'oppressé à travers le régime du roi Hassan II". Elle a annoncé qu'elle avait l'intention de lancer au sein du Parlement européen un mouvement contre ce soutien économique au Maroc, pour amener Rabat à accepter un référendum au Sahara occidental, sous surveillance internationale, et non selon des règles établies par le Maroc. Cette campagne devrait être renforcée à l'occasion de la visite de Hassan II au Parlement européen de Strasbourg prévue en septembre. Mme Simons a estimé que la population sahraouie comptait actuellement 500 000 personnes, alors que les estimations retenues par le Maroc tournent autour de 70 000, chiffres déterminés par l'administration espagnole avant son départ du Sahara occidental. La chargée de mission du SPD a retiré de ses entretiens avec les autorités du FLN "le sentiment que l'Algérie n'a en rien réduit son soutien au Polisario et à la RASD". Selon elle, les unités sahraouies ont adopté contre le Mur édifiée par l'armée marocaine dans le Sud du pays une nouvelle tactique d'escarmouches politiquement payante, dans la mesure où elle immobilise environ 160 000 soldats marocains et coûte fort cher au Maroc".

Mme Simons entend faire inscrire un net soutien aux Sahraouis au prochain programme électoral du SPD. Elle attend du gouvernement français un arrêt de l'aide de guerre au Maroc

et davantage de soutien aux réfugiés du Sud algérien.

ALGERIE

Visite en URSS

Le général-major Mostéfa Benloucif, chef d'état-major de l'ANP, a quitté Moscou pour Alger au terme d'une visite officielle en URSS à la tête d'une importante délégation de l'ANP, à l'invitation du maréchal Sergueï Akhromeev, premier vice-ministre de la Défense et chef de l'état-major général des forces armées soviétiques. Le chef d'état-major s'est entretenu avec le maréchal Sergueï Sokolov, ministre de la Défense de l'URSS.

● En présence des membres du bureau de coordination et de plusieurs officiers supérieurs, le général Hocine Benmaâlem, chef de la 2^{ème} région militaire, a procédé à l'école de la gendarmerie nationale de Sidi Bel Abbès à la sortie de la 6^{ème} promotion des sous-officiers baptisée du nom de l'adjudant Hambi Mohamed Salah.

● Le président Chadli Bendjedid a reçu le général-major Mostéfa Benloucif, chef d'état-major de l'ANP, avant son départ en Union soviétique.



Président Chadli Bendjedid

● Le centre d'information de l'ANP a abrité une exposition de l'école supérieure du matériel.

● L'académie interarmes de Cherchell est considérée comme une véritable université militaire. Elle a pour but de répondre aux besoins du pays en matière de formation de cadres.

Elle a pour vocation la formation de cadres qualifiés dans diverses spécialités, tels l'infanterie mécanisée, les blindés, le génie militaire, l'artillerie de campagne, la défense contre avions et le transport militaire. Durant la période de formation qui s'échelonne sur trois années, l'élève-officier à l'occa-

AFRIQUE

sion de suivre un enseignement où une place de choix est réservée à la formation scientifique et technique. A l'issue de sa formation, l'élève se verra décerner un diplôme de l'enseignement fondamental.

Pour mener à bien le rôle qui lui échoit, l'académie militaire est dotée de moyens pédagogiques et didactiques considérables et d'équipements modernes (laboratoires scientifiques, etc.) L'objectif principal est d'assurer à l'élève la maîtrise de la science et de la technologie modernes. De ce fait le programme de l'enseignement fondamental est essentiellement fondé sur les matières scientifiques auxquelles est attribué un volume horaire important. Ce programme, de type universitaire, comprend, outre les sciences, des matières purement techniques. Pour la formation générale des élèves, en plus de l'apprentissage des langues, le commissariat politique organise périodiquement des cours et conférences portant sur des sujets variés et notamment des cours de formation politique et idéologique. A cet ensemble d'activités s'ajoute l'animation culturelle, artistique et sportive. L'académie dispose d'une bibliothèque riche de plus de 15 000 ouvrages, d'un musée qui retrace l'histoire de l'Algérie, de trois salles de cinéma. Elle dispose d'un complexe sportif aux capacités d'accueil considérables où des compétitions régionales et inter-régionales sont périodiquement organisées.

- Une grande école spécialisée offre

la possibilité de devenir **sous-officier moniteur d'éducation physique et sportive**.

- Deux grandes écoles spécialisées offrent la possibilité de devenir **sous-officier technicien ou chauffeurs-mécaniciens**. Le sous-officier technicien peut être formé dans les spécialités suivantes : mécanique de véhicules à roues, électricité de véhicules à roues, mécanique de véhicules à chenilles, électricité de véhicules à chenilles, armement et optique, mécanique d'engins de travaux publics, électricité d'engins de travaux publics, carburants, gestions du matériel et des pièces de rechange, mécanique générale.

Le chauffeur-mécanicien reçoit, soit une formation de mécanique auto, soit une instruction en vue du permis de conduire VL-PL.

- L'académie interarmes de Cherchell a célébré la sortie d'une **promotion d'élèves-officiers** baptisée du nom du colonel Ali Azzi.

- Une cérémonie de **remise de diplômes** et de prix pour les cadres de la sûreté nationale a eu lieu à l'école supérieure de police. Cette nouvelle promotion est composée de jeunes commissaires et d'officiers supérieurs de la police des deux sexes.

- Aux jeunes Algériens désirant faire **carrière**, la gendarmerie nationale offre la possibilité de devenir officier.

- Une **cérémonie** s'est déroulée à l'école supérieure de transmissions de Bouzaréah, à l'occasion de la sortie de la promotion, portant le nom du cha-

hid Bachir Aggoune, d'officiers et de sous-officiers dans le domaine des transmissions et des télécommunications. Cette cérémonie a eu lieu en présence du général Mohamed Attalia, commandant de la 1^{ère} région militaire, du directeur de l'école ainsi que des membres du bureau de coordination de wilaya et d'officiers supérieurs de l'ANP.

- Le chef d'état-major de l'ANP a rendu compte au président de la République de sa mission en URSS.

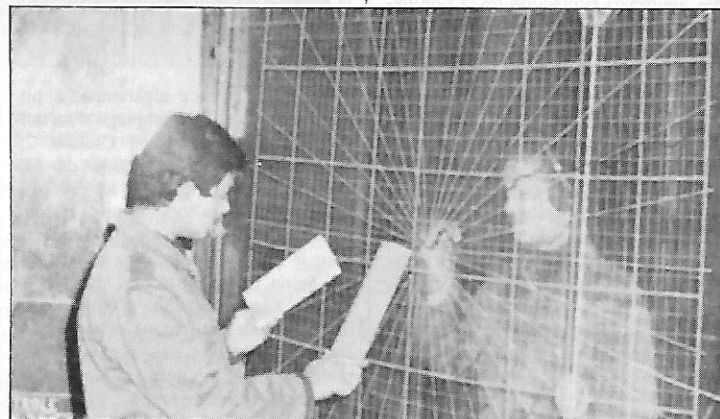
- Le général Abdelmalek Guenaizia, commandant des forces aériennes, a présidé à l'école supérieure de la défense aérienne du territoire la **cérémonie de sortie** d'une nouvelle promotion d'officiers et sous-officiers baptisée Abderrahmane Nahnah.

TUNISIE

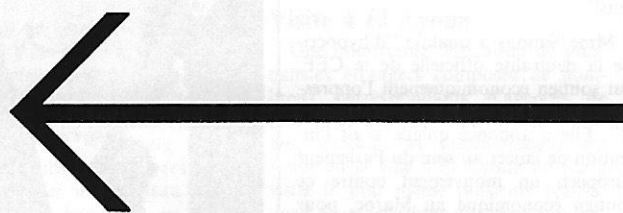
Exercices conjoints

Le 21 juin, les marines française et tunisienne ont commencé des exercices au large des côtes tunisiennes. Ces exercices, entre des patrouilleurs tunisiens et deux bâtiments de la flotte française, étaient destinés à "perfectionner les personnels de l'armée sur des matériels que nous connaissons bien" dans le cadre de la coopération militaire entre les deux pays, a indiqué le général Saulnier, chef d'état-major des armées françaises en visite. Il n'a cependant pas précisé la durée ni la localisation de ces exercices.

Le chef d'état-major des armées françaises, qui s'est félicité de la



Instruction technique théorique à l'ESDAT



6 1/2 SECONDES



AFRIQUE

d'espionnage". Cette déclaration du parquet, a indiqué M. Prechtel, confirme une révélation faite dans la dernière édition du Spiegel, selon laquelle les deux Allemands ont été recrutés par les services secrets libyens pour participer à la liquidation d'opposants en RFA, mais ont finalement préféré tout rapporter à la police judiciaire ouest-allemande (BKA). Wilfried et Christian Mootz sont entrés en contact avec des Libyens par l'entremise d'anciens SS, selon l'hebdomadaire ouest-allemand. Leur principal interlocuteur aurait été l'attaché d'ambassade libyen à Vienne, M. Mustafa Saïdi, déclaré persona non grata en 1983 en RFA.

● **Le terrorisme libyen a sensiblement baissé** à la suite du raid aérien américain contre les cibles terroristes libyennes et des fortes pressions économiques et politiques exercées contre le régime de Kadhafi, a déclaré un haut responsable américain, M. Robert Oakley. Selon l'opinion de M. Oakley, des changements considérables se sont opérés tant dans l'aptitude des Libyens à agir que dans leur volonté d'intervention. M. Oakley, directeur de l'office de contre-terrorisme du département d'Etat, a indiqué le 13 juin qu'en dépit de la diminution des actions libyennes, il ne fallait pas écarter la possibilité d'une recrudescence de tels actes. Sur le plan interne, une certaine confusion règne parmi les Libyens, a-t-il ajouté, et le nombre des auteurs d'actes terroristes en Europe a été réduit de moitié, tandis qu'une centaine de diplomates libyens que l'on soupçonnait d'accorder leur soutien au terrorisme ont été expulsés d'Europe occidentale. De l'avis des experts américains, a précisé M. Oakley, les raids américains ont porté un rude coup, non seulement à Kadhafi, mais aussi à son régime. Avant cette attaque, le régime libyen avait "la réputation d'être invulnérable et de pouvoir au moins lancer des attaques verbales contre les Etats-Unis, la France ou d'autres pays, et de s'en tirer à bon compte". Mais les raids aériens ont créé un climat d'incertitude en Libye et coupé le soutien populaire de Kadhafi, a fait remarquer M. Oakley. Toutefois, le fait que le régime de Kadhafi soit affaibli ne signifie pas pour autant qu'il est sur le point de s'effondrer. M. Oakley a noté que les Etats membres de la Communauté européenne avaient établi des mesures strictes de contrôle sur l'entrée et le déplacement des Libyens qui se trouvaient encore en Europe, et les Européens ont déjà commencé à exercer des pressions économiques que les Libyens commencent à sentir. M. Oakley a d'autre part indiqué que les Libyens avaient aussi découvert, au moment des raids aériens américains, que la présence militaire des Soviétiques, qui ont donné aux Libyens soutien politique et équipements militaires et toutes sortes d'encouragements, était inexistante, et que leur soutien ne se limitait qu'à la propagande, a-t-il ajouté.

● Le commandant Abdessalam Jalloud a été à la mi-mai à Tripoli la cible d'un attentat dont il est sorti indemne, a affirmé l'hebdomadaire ouest-allemand Stern. D'après Stern

qui tenait ses informations d'opposants au régime de Tripoli, l'attentat s'est produit pendant la nuit du 15 au 16 mai à la villa du commandant Jalloud, près de l'ambassade d'URSS à Tripoli. Une fusillade s'est produite entre un commando de tueurs composé de quatre personnes et les gardes du corps du commandant Jalloud. Un membre du commando, cousin du colonel Kadhafi, a été tué et un autre blessé. Celui-ci appartenait au clan de la famille de la femme du numéro un libyen. Toujours selon Stern, le colonel Kadhafi, qui a évité de se montrer en public depuis le raid aérien américain sur la Libye en avril dernier, aurait transféré son quartier général à Beyda, entre Benghazi et Tobrouk.

● Le 29 juin, le ministère français des Affaires étrangères a catégoriquement **démenti** les informations publiées par un journal dominical britannique selon lesquelles la France serait en train de reconstruire et d'améliorer le système de défense radar anti-missile libyen détruit lors du raid aérien américain, en avril. Les informations publiées par le Sunday Express sont "totalement sans fondement" a déclaré un porte-parole du Quai d'Orsay, interrogé par l'AFP.

Citant des sources à Londres et à Washington, le Sunday Express avait affirmé que les travaux étaient en bonne voie, et que des missiles sol-air Crotale, de fabrication française, mis à la disposition du colonel Kadhafi seraient bientôt opérationnels. La société française Thomson-CFS a pris en charge les travaux, a affirmé le journal britannique, selon lequel des experts soviétiques et syriens étaient également à l'oeuvre pour améliorer le dispositif radar libyen, aussi bien que le système de commande et contrôle.

● Le 30 juin, la société **Thomson-CSF a démenti catégoriquement** les informations publiées par un journal britannique selon lesquelles elle serait en train de reconstruire et d'améliorer le système de défense radar anti-missile libyen, détruit au cours du raid américain contre la Libye.

En 1973, la France avait vendu à la Libye six batteries anti-aériennes, comprenant chacune un radar et quatre véhicules de tir équipés chacun des quatre missiles Crotale. La livraison de ces équipements a été étalée entre 1974 et 1980. Le contrat comportait en annexe des avenants de maintenance prévoyant une révision des équipements chez le constructeur tous les huit ou dix ans. Au titre de cet avenant, une des batteries de Crotale se trouvait en révision dans la région parisienne au moment du raid américain sur la Libye.

● Dans la nuit du 30 juin au 1^{er} juillet un industriel libyen a été **assassiné par un mystérieux commando** à son domicile de Saint-Nom-La-Bretèche (banlieue ouest de Paris). M. Mohamed Bouzou, 54 ans, a été tué peu avant minuit, d'une balle de petit calibre dans le dos. Il était en compagnie d'un de ses fils, d'une amie et de sa bonne quand un commando de trois à cinq hommes portant cagoules, selon les témoignages des voisins, a fait irruption dans son domicile, en cours de réfection, par une petite porte donnant sur la cuisine. Une seule balle a

été tirée, mais il y a certainement eu lutte puisque le carreau de la porte d'entrée a été brisé et qu'un oreiller ensanglanté jonchait encore le sol, au pied de l'escalier. Les membres du commando ont ensuite réussi à s'enfuir.

M. Mohamed Bouzou résidait en France depuis plus de dix ans, a-t-on indiqué à l'ambassade de Libye à Paris, où il était très connu, précisait-on. Marié et père de cinq enfants, M. Bouzou dirigeait une société d'import-export, la SA Trame Export dont le siège social est à Nice. Mais la résidence principale de l'industriel était à Saint-Nom-La-Bretèche, a-t-on déclaré à l'ambassade, où l'on s'est cependant gardé d'indiquer s'il se livrait à une quelconque activité politique.

Un membre de la famille de M. Bouzou, a-t-on appris de bonne source, aurait été ministre du roi Idris I^{er}, souverain libyen renversé par le coup d'Etat militaire dirigé par le colonel Kadhafi en 1969.

SOUDAN

Massacre

Courant juin, une cinquantaine de membres de l'ethnie dinka ont été tués par un mouvement d'une tribu rivale dans la région de Bahr El Ghazal, a indiqué le quotidien communiste Al-meidan, citant un député communiste d'ethnie dinka, M. Joseph Modisto. Selon ces informations, ces exactions étaient le fait d'une nouvelle organisation se nommant Organisation d'élimination des Dinkas et composée d'éléments qui accusent les Dinka de soutenir la guérilla du Mouvement populaire de libération du Soudan. Le député a affirmé que 21 personnes, six hommes et quinze femmes, dont six enceintes, avaient été tuées dans la zone de Wau, capitale de la région de Bar El Ghazal. Les services de renseignements de l'armée ont d'autre part découvert une tombe récente contenant les cadavres de 28 victimes, hommes et femmes, a-t-il ajouté. M. Modisto a précisé que le président de l'Assemblée l'avait autorisé à se rendre à Wau afin d'enquêter.

● **Le Soudan ne fournit pas d'armes aux Erythréens**, a affirmé le ministre des Affaires étrangères, M. Cherif Zein El Abdine El Hindi, soulignant que son pays tenait à préserver le principe du bon voisinage avec l'Ethiopie.

● Fin juin, quatre personnes ont été tuées et deux autres blessées au cours d'affrontements qui ont opposé les membres des tribus Menderi et Dinka à Juba, capitale du Sud-Soudan. Des milliers de membres de la tribu Menderi, de la région de Terakaka, à l'Est de l'Equatoria, ont fui la ville de Juba à la suite d'**attaques menées par des rebelles**, en majorité membres de la tribu Dinka, qui avaient fait plusieurs morts parmi les habitants de Terakaka.

● Fin juin, les forces armées ont tué 33 rebelles du Sud du pays, lors d'un **affrontement** dans le village de Kalesoni, dans la province de l'Equatoria. Selon une source militaire à Juba, la capitale régionale du Sud, l'armée a saisi des armes et des vivres appartenant aux rebelles.

A ce sujet, le commandant en chef de l'armée, le général Taj Ed Dein Abdulla Fadl, a affirmé que la situation dans le Sud n'était pas critique pour l'armée contrairement à ce qu'affirmaient des informations circulant à Khartoum et faisant état de la recrudescence des opérations des rebelles de l'Armée de libération du peuple du Soudan. Les forces armées, malgré leurs moyens limités, mènent à bien leur tâche, a ajouté le général Fadl qui s'est prononcé en faveur de l'adoption par le gouvernement d'une solution pacifique et juste à la question du Sud-Soudan.

● Le 6 juillet, le président du Conseil suprême, M. Ahmed El Mirghani, a lancé au Caire un **appel aux "frères du Sud du Soudan"** pour qu'ils assistent au prochain congrès constitutionnel qui devait se tenir fin juillet à Khartoum pour régler le problème de la rébellion sudiste.

Dans une conférence de presse tenue au palais présidentiel de Koubbeh, M. El Mirghani a déclaré : "J'invite les frères du Sud à assister à ce congrès, le coeur ouvert, sans conditions préalables, afin de parvenir à un règlement définitif de ce problème". Interrogé dans ce contexte sur le rôle de l'Egypte, ce responsable a indiqué que l'assistance égyptienne fournie à l'armée "ne visait pas à frapper les Sudistes, mais plutôt à remettre sur pied les forces armées pour la sauvegarde de la démocratie et de l'indépendance du Soudan".

MAURITANIE

CARE choisit Thomson-CSF

CARE, association américaine d'aide alimentaire aux pays en voie de développement, a commandé à Thomson-CSF (France) un réseau de radio-communications, pour le compte du commissariat à la sécurité alimentaire de la République. D'un montant de 400 000 US \$ (environ 3 millions de francs), ce contrat comprend la fourniture de 46 stations TRC-492, composées d'émetteurs-récepteurs HF/BLU de 70 W, alimentés à partir de panneaux solaires, et la formation de techniciens pouvant assurer localement la maintenance des matériels. CARE est une organisation non gouvernementale pour l'aide d'urgence et de développement. Entièrement financée par le gouvernement américain et l'association USA for Africa, c'est la première fois qu'elle se fournit hors des Etats-Unis. Les réalisations et l'implantation de la division des télécommunications de Thomson-CSF en Mauritanie ont sans doute contribué à emporter sa décision.

SENEGAL

Audience

Le 11 juin, le chef de l'Etat, M. Abdou Diouf, a reçu le chef d'état-major des forces armées gabonaises, le général Idriss Ngari, et le ministre centrafricain des transports et de l'aviation civile, M. Pierre Gonief-Ngaïbonanou, qui lui ont transmis des messages des présidents Omar Bongo et André Kolingba.